



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG Audit



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Vogo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Vogo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle.

Votre groupe procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie, et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 4.3 « Ecart d'acquisition » et 4.4 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses retenues par votre groupe sur la base des éléments disponibles à ce jour et à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes. Dans le cadre de notre appréciation de celles-ci, nous avons contrôlé le caractère pertinent des hypothèses retenues par votre groupe et des évaluations qui en résultent.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

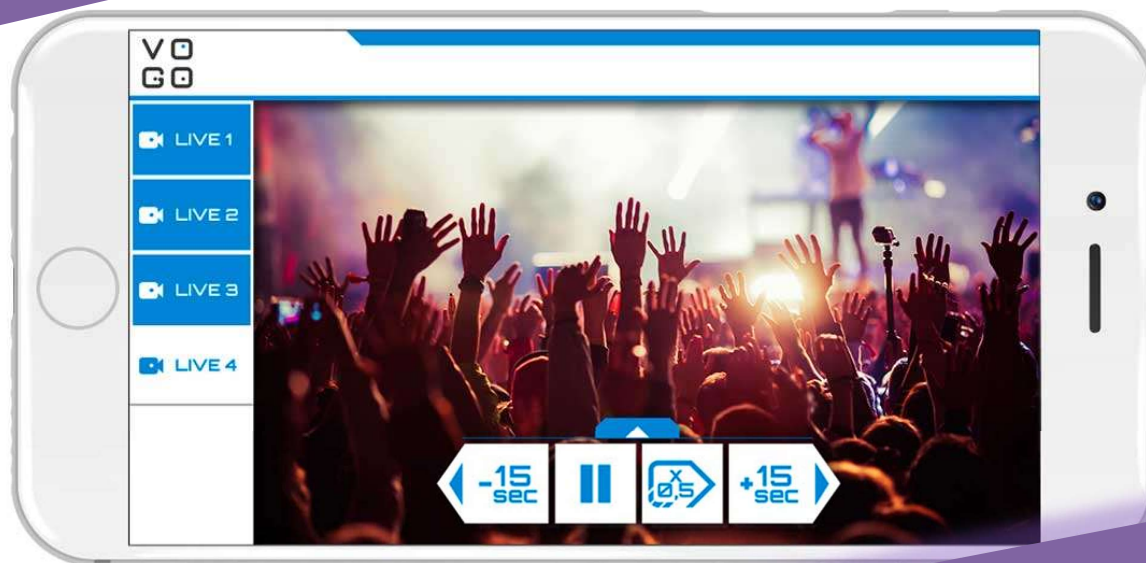


- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Montpellier, le 28 avril 2023

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Thérèse Mercier



COMPTES CONSOLIDES DE LA SOCIETE VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

5.1. Bilan

5.2. Compte de résultat

5.3. Tableau de variation des capitaux propres

5.4. Tableau de flux de trésorerie nette

5.5. Notes annexes aux états financiers consolidés

5 | COMPTES CONSOLIDÉS DE LA SOCIÉTÉ VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

5 | 1 Bilan

ACTIF	Notes	31/12/2022		31/12/2021	
Valeurs brutes Amort. Prov. Valeurs nettes					
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles	6	10 326 278	- 2 266 202	8 060 076	7 286 462
Dont écarts d'acquisition	6	1 858 363	-	1 858 363	1 892 638
Immobilisations corporelles	7	3 209 429	- 1 966 861	1 242 568	947 481
Immobilisations financières	8	125 396	- 1	125 395	108 105
Titres mis en équivalence	8	-	-	-	142 315
Total de l'Actif Immobilisé		13 661 103	-4 233 064	9 428 039	8 484 363
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	9	3 621 150	-	3 621 150	2 905 684
Créances clients et comptes rattachés	10	2 085 276	- 23 832	2 061 444	2 089 363
Autres créances et compte de régularisation	10	1 552 103	-	1 552 103	1 040 500
Valeurs mobilières de placement		333 000	-	333 000	3 237 785
Disponibilités		2 378 985	-	2 378 985	2 347 699
Total de l'Actif Circulant		9 970 514	-23 832	9 946 682	11 621 031
TOTAL DE L'ACTIF		23 631 617	- 4 256 896	19 374 721	20 105 394

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Capital		511 262	510 944
Primes liées au capital		17 374 419	17 374 737
Réserves consolidés		-10 170 905	-8 589 911
Résultat de la période (part du groupe)		-1 418 582	-1 572 909
Subventions d'investissement		200 790	129 898
Total des Capitaux Propres Part du groupe		6 496 984	7 852 759
Intérêts hors groupe			
Total des Capitaux Propres		6 496 984	7 852 759
Provisions	11	459 528	422 216
Emprunts et dette financières	12	7 082 473	7 449 774
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	2 978 830	1 518 070
Autres dettes et comptes de régularisation		2 356 906	2 862 575
TOTAL DU PASSIF		19 374 721	20 105 394

5 | 2 Compte de résultat

<i>en euros</i>	<i>Notes</i>	Décembre 2022	Décembre 2021
Chiffre d'affaires	14	12 002 800	8 539 589
Autres produits d'exploitation	15	2 159 465	1 208 795
Achats consommés		-4 802 396	-2 600 371
Charges de personnel	16	-5 505 045	-4 773 404
Autres charges d'exploitation		-4 093 935	-3 329 101
Impôts et taxes		-110 906	-103 954
Variations nettes des amortissements et des dépréciations		-905 441	-734 036
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-1 255 459	-1 792 482
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-1 255 459	-1 792 482
Charges et produits financiers	17	-127 993	9 609
Charges et produits exceptionnels	18	-175 837	60
Impôt sur les bénéfices	19	355 610	312 588
Résultat net des entreprises intégrées		-1 203 680	-1 470 225
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-214 902	-102 685
Résultat net de l'ensemble consolidé		-1 418 582	-1 572 909
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)		-1 418 582	-1 572 909
Résultat par action		-0,347	-0,385
Résultat dilué par action		-0,347	-0,385

5 | 3 Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'€)	Capital	Primes	Réserves	Résultat	Subinvest	Total Part du Groupe	Minoritaires	Total Capitaux propres
Situation nette au 31/12/2020	511	17 371	-5 248	-3 262		9 372	-	9 372
Souscription au capital		4				4		4
Frais liés aux opérations sur capital nets IS						-		-
Variation des écarts de conversion			-137			-137		-137
Variation de périmètre						0		0
Variation des subventions d'investissement					130	130		130
Variation des actions propres			62			62		62
Affectation du résultat			-3 262	3 262		-		-
Changement de méthode			-8			-8		-8
Résultat net de la période				-1 573		-1 573		-1 573
Situation nette au 31/12/2021	511	17 375	-8 590	-1 573	130	7 852	-	7 852
Souscription au capital						-		-
Frais liés aux opérations sur capital nets IS						-		-
Variation des écarts de conversion			-8			-8		-8
Variation de périmètre						-		-
Variation des subventions d'investissement					70	70		70
Variation des actions propres			1			1		1
Affectation du résultat			-1 573	1 573		-		-
Changement de méthode						-		-
Résultat net de la période				-1 419		-1 419		-1 419
Situation nette au 31/12/2022	511	17 375	-10 170	-1 419	200	6 497	-	6 497

Le capital souscrit et autorisé de la société VOGO au 31 décembre 2022 s'élève à 511 261,875 euros représenté par 4 090 095 actions entièrement libérées ayant une valeur nominale de 0,125 euro chacune.

Le tableau ci-après résume les bons de souscriptions émis et non exercés au 31 décembre 2022 :

BSPCE	Emis	Annulés	Exercés	Solde de bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
12/04/2021	14 800	2 400	-	12 400			
	15 061	2 400	261	12 400	-	-	-

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net total des sociétés consolidées	- 1 418 582	- 1 572 910
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissement et provisions	899 813	538 131
- Variation des impôts différés	- 39 385	
- Plus-values de cession / sortie d'actifs	347 507	
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	214 902	102 685
Subventions virées au résultat		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 255	- 932 094
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 169 538	- 636 506
(I) Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 165 283	- 1 568 600
Acquisition d'immobilisations	- 2 289 393	- 1 404 018
Subventions d'investissement reçues	100 000	100 000
Variation des prêts et avances consentis		
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	660	
Incidence des variations de périmètre		- 1 100 479
(II) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 2 188 733	- 2 404 497
Augmentation de capital		
Cession (acquisition) nette d'actions propres		- 116 827
Emissions d'emprunts bancaires	7 318	1 094 896
Remboursements d'emprunts	- 1 331 876	- 1 231 884
(III) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 1 324 558	- 253 815
Incidences des variations de cours des devises	-140	80 732
Variation de trésorerie (I)+(II)+(III)	- 3 678 714	- 4 226 912
(A) Trésorerie d'ouverture	5 430 699	9 738 343
(B) Trésorerie de clôture	1 751 985	5 430 699
Variation de trésorerie (B)-(A)+(C)	- 3 678 714	- 4 226 912

Note 1. Informations générales

La société consolidante du Groupe VOGO est la société VOGO, domiciliée 895 rue de la Vieille Poste, Parc Majoria – Pompignane -Immeuble la Lona, 34000 Montpellier.

VOGO est cotée sur le marché non réglementé Euronext Growth® Paris. La première cotation des actions a eu lieu le 30 novembre 2018.

Ses comptes consolidés sont établis en euro qui constitue la devise de référence de la Société. Sauf indication contraire les informations financières sont présentées en euros.

Créée en 2013, VOGO développe, commercialise et distribue une solution de diffusion live de contenus audiovisuels basée sur une technologie de traitement de flux vidéo. Cette solution vise à améliorer l'expérience des spectateurs au travers de contenus multi caméras à la demande en live ou en replay tout en offrant des outils audio et vidéo d'analyse à destination des professionnels.

Note 2. Faits marquants de la période

Opération sur le capital

Le 12 avril 2022, le Conseil d'administration a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 315,75 euros par émission de 2 542 actions nouvelles au profit de salariés de la Société.

Le capital social de la Société a ainsi été porté de 510.944,125 euros à 511.261,875 euros.

Le 10 décembre 2022, le Conseil d'administration a constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 350,00 euros par émission de 2 800 actions nouvelles au profit de salariés de la Société.

Le capital social de la Société a ainsi été porté de 511.261,875 euros à 511.611,875 euros.

Impact de la crise des semi-conducteurs et du conflit en Ukraine au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022

La crise des semi-conducteurs a généré des tensions sur les approvisionnements en composants au cours de l'exercice. Afin d'assurer la livraison des commandes clients, le groupe a complété son stock stratégique de composants sur l'exercice.

Concernant la guerre en Ukraine, l'impact de conflit est limité pour VOGO, néanmoins des conséquences possibles sur la demande mondiale constituent un point de vigilance.

Avancements des projets de recherche

Le projet « Vok23 » :

Ce projet doit permettre à VOGO d'augmenter son avance technologique en développant des algorithmes d'intelligence artificielle pour le traitement de la parole et une nouvelle plateforme hardware (basée sur de la SDR – Software Defined Radio) offrant une meilleure résilience aux perturbations radiofréquences. Le programme est

dimensionné à 1.3M€ sur 3 ans et fait l'objet d'une subvention et d'une avance remboursable sous forme d'un PIA3 régionalisé d'un montant total de 400K€ dont 200K€ reste à obtenir.

Les travaux effectués jusqu'à présent ont démontré des performances de transmission radio fortement améliorées : les débits sont doublés et la résistance aux perturbateurs co-canaux augmentée de 12dB. Les développements ont démarré concernant l'architecture du futur produit et ses composants logiciels. De plus, l'équipe a démarré l'intégration des technologies radio sur un processeur embarqué spécialisé de type FPGA (Field programmable gate arrays - réseaux logiques programmables), nouvelle activité R&D qui ouvrira de nombreuses évolutions possibles dans le futur.

Les travaux de compression de la parole ont quant à eux conduit à la conception d'algorithmes de deep learning qui permettent de diviser les débits utiles par 10 par rapport aux technologies traditionnelles. Ces algorithmes présentent des faiblesses, notamment face aux environnements bruyants rencontrés dans le sport et l'industrie. Pour poursuivre les travaux, un projet de thèse CIFRE en partenariat avec le CNRS GIPSA-lab a été construit et défendu. Il a démarré en Septembre 2022.

La connectivité est un enjeu essentiel pour la gamme de produits de télécommunication Vokkero, notamment avec l'avènement de la VAR (Video assistant referee) qui requiert une interaction live et dynamique entre les arbitres sur le terrain et les arbitres vidéo au replay center, parfois distants de plusieurs centaines de km. Depuis 2 ans, un nouveau produit est en développement : l'Elite Smart Gateway (ESG). Cette gateway permet d'interfacer les réseaux radio Vokkero à tout type de réseau classic : VOIP (Voice over IP) et Dante notamment. Par ailleurs, elle est accompagnée d'un service de monitoring de l'état de santé du réseau, permettant aux techniciens une activité de maintien en conditions opérationnelles optimisée et assistée. En 2022, le produit a atteint un niveau de maturité suffisant pour réaliser des essais terrains qui se sont avérés concluants. L'activité à mener à présent sur ce produit concerne sa stabilisation et sa mise en production.

Le projet « IA5 » :

En matière d'applications et de positionnement marché, et grâce à l'intégration de l'Intelligence Artificielle (IA), des fonctionnalités «pro» destinées à la santé des sportifs (commotions cérébrales, etc.) ou à l'arbitrage vidéo pourront ainsi être démocratisées dans des championnats non-élites et externalisées dans des sites spécialisés. Pour mettre en œuvre le projet « IA5 » sur 2020, un contrat de collaboration a été signé avec le centre de recherche et d'innovation CEA Tech, impliquant les équipes du CEA-LIST à Saclay et celles de CEA Tech en Occitanie. Le soutien de la Bpifrance assure le financement de près de la moitié de ce plan R&D volontaire, dont le montant total approche les 4 M€.

Nous développons des algorithmes de deep learning permettant d'émuler des caméras de haute résolution et à haute fréquence d'acquisition des images, depuis des caméras TV standard. L'objectif, en plus de la qualité de la visualisation, est de mettre en exergue des informations sémantiques particulières : les numéros des joueurs, leur visage, positionnement dans l'espace, trajectoire de la balle... Ces informations seront utiles au développement d'applications qui sont en lien direct avec nos marchés : nous souhaitons en effet proposer une solution d'arbitrage audio et vidéo qui soit complète (communication audio, détection de hors-jeu, de but, auto-réalisation de replay...) mais légère à exploiter. La solution technologique choisie pour y parvenir est d'automatiser un maximum des fonctionnalités et notamment via les techniques de mathématiques appliquées et de deep learning. Les travaux menés jusqu'à présent démontrent les fonctionnalités de Zoom (x2, x4, x8, x16) et de Slowmotion (x2, x4, x8) dans une certaine mesure. La robustesse des algorithmes sera améliorée en contexte sportif sur l'année 2022 et 2023 à travers notamment de nouvelles campagnes de mesure spécifiques. Un outil d'évaluation systématique de la qualité des images générées a par ailleurs été prototypé et son développement se poursuit. Il permet de contrôler l'universalité des performances des algorithmes conçus.

Par ailleurs, trois postes ont été ouverts, sur des profils de type ingénieurs de recherche en mathématiques appliquées. Un de ces postes a été pourvu en 2022 et les 2 autres sont pourvus avec un démarrage en 2023.

En 2022 démarre également une nouvelle activité : La conception d'un système d'acquisition vidéo permettant la visualisation panoramique d'un terrain de sport, associé à un algorithme qui officie en tant que « réalisateur automatique ». Ce produit permettra aux événements de ligues secondaires d'être filmés de manière autonome.

Fin 2022, la phase de conception pour constituer une vue panoramique à partir de plusieurs objectifs a été démontrée. Les travaux 2023 consisteront en l'intégration logicielle et l'assemblage mécanique de prototypes. Ce produit sera alors éprouvé dans des cadres applicatifs porteurs pour notre activité : l'arbitrage vidéo ainsi que le coaching. Ces travaux sont les prémices du projet METASPORT.

Enfin, des travaux se poursuivent autour du protocole HIA (Head Injury Assessment) dans le Rugby : l'objectif est de proposer aux médecins en bord de terrain des séquences vidéos analysées en live, dans lequel des collisions où des postures de joueurs sont potentiellement révélatrices d'une commotion. Les briques technologiques au cœur de ces travaux sont en cours de développement (détection et suivi de joueurs, détection de plaquage...). Ces travaux sont les prémices du programme Diag'in'sport.

Le projet Diaginsport :

Dès sa création, VOGO a placé la santé et la protection des athlètes au cœur de ses solutions en développant des technologies vidéo à destination des professionnels permettant d'optimiser l'efficacité des protocoles existants en matière de détection des commotions cérébrales survenant lors de la pratique sportive. Cette expertise s'illustre en particulier dans les partenariats déployés depuis plus de 5 ans avec la Ligue Nationale de Rugby pour les rencontres du Top 14 et de Pro D2. Fort de cette légitimité acquise sur les terrains, une nouvelle ambition s'est rapidement imposée : réfléchir à une solution intégrée et clefs en main de détection et d'accompagnement des commotions cérébrales pour tous les sportifs professionnels ou amateurs, toutes disciplines confondues en pratique collective (Football, Rugby, ...) et individuelle (Equitation, Cyclisme, Sports de glisse, Judo et autres sports de combat ...). La mobilisation des clubs et des fédérations a été immédiate avec l'adhésion du club de rugby à XIII des Dragons Catalans, de la Fédération Française de Football, de la Fédération Française de Judo, de la Ligue Régionale d'Ile de France de Rugby ainsi que de la Fédération Française de Rugby.

5 millions de sportifs font face au risque d'une commotion cérébrale en France et 100 millions en Europe et aux Etats-Unis où elle est considérée comme un « fléau national » par les instances médicales. Contrairement aux idées reçues, elle concerne la plupart des sports collectifs avec une prévalence accrue pour les femmes et les jeunes de moins de 20 ans. Et trop souvent, les conséquences médicales et économiques peuvent être lourdes pour les personnes et la collectivité.

Face à cette situation, il devient prioritaire d'apporter des solutions permettant d'augmenter la détection des lésions en complément des protocoles existants, tout en développant la recherche de bonnes pratiques pour minimiser les accidents. Cette urgence est aujourd'hui largement partagée par les responsables médicaux, les organisations fédérales et les athlètes dans un contexte de médiatisation croissante du sujet et d'augmentation des données scientifiques disponibles sur le sujet.

L'ambition du Groupe est l'élaboration d'une solution innovante permettant de faciliter les prises de décision des personnels médicaux et des acteurs de terrain. Cette solution doit répondre à des impératifs de simplicité d'utilisation et de facilité de déploiement avec un objectif simple : améliorer les taux de détection des commotions et leur prise en charge en complément des protocoles existants, tout en permettant un suivi de tous les pratiquants commotionnés dans la durée, avec l'objectif d'une reprise de l'activité sportive dans les meilleures conditions de sécurité.

Au sein du monde académique et de la recherche, le groupe pourra s'appuyer sur les recherches de pointe et l'innovation du CNRS à travers le laboratoire Sys2Diag 1 (CNRS / ALCEN) dans le domaine du diagnostic médical ; sur l'expertise en modélisation biomécanique des impacts et de leurs conséquences de l'Institut de Biomécanique Humaine Georges Charpak d'Arts et Métiers Sciences et Technologies ; sur l'expertise des équipes de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris du Professeur Decq de l'hôpital Beaujon en neurochirurgie et commotions cérébrales associées avec le service d'Epidémiologie et de biostatistiques de l'hôpital Bichat ; et sur les compétences en neuropsychologie et neurosciences cognitives des laboratoires PSITEC de l'Université de Lille et VAC de l'université de Paris.

Ces travaux de recherche seront valorisés par les différents partenaires industriels et technologiques. Chef de file du consortium, Vogo apportera son savoir-faire dans le traitement du signal vidéo et audio pour l'étude des

impacts, Move in Med sa capacité d'agrégation de l'ensembles des résultats et diagnostics, et SkillCell son expérience déjà validée avec le projet EasyCov en développement de tests portables et rapides.

En 2022, une étude de faisabilité technique a été réalisée conjointement avec le Pr. Decq dans un cas d'ataxie au Judo, conduisant à l'élaboration d'un programme technique qui démarrera en 2023. Ce travail s'inscrit dans le sous-projet DISNum (Diag-in-sport numérique), mené avec Move in Med ainsi que l'IBHGC (Institut de Biomécanique humaine Georges Charpak) et focalisé sur la modalité vidéo et la numérisation du profil santé des athlètes.

Le projet METASPORT :

VOGO a rejoint en 2022 le projet porté par le FCG (Football club de Grenoble rugby), destiné à optimiser les entraînements de ses athlètes.

Une première ambition du projet est de développer une solution numérique non intrusive, permettant de quantifier la performance des athlètes et d'interagir de manière optimisée pour l'améliorer (progrès techniques sur les gestes et sur l'efficacité au poste, stratégies de récupération physique). VOGO a pour objectif de quantifier la performance des athlètes à partir de flux vidéo uniquement, éliminant tout appareil porté par les athlètes. Ce projet inclut l'IBHGC (Institut de Biomécanique humaine Georges Charpak) qui aura pour mission de caractériser la cinématique articulaire propre à chaque athlète, proposant ainsi un profil unique. La société Drillight propose quant à elle un cône connecté et possédant des actuateurs lumineux et sonores, permettant de créer des parcours adaptatifs et conçus spécifiquement pour chaque athlète.

De plus, la seconde ambition de ce projet est d'améliorer l'expérience du fan, en l'impliquant davantage dans la réussite de ses athlètes préférés. Pour cela, la numérisation des données de performances a pour vocation, via une solution NFT (Non fungible token) développée par la société Genezys, de permettre au sportif de communiquer sur son image, au club de communiquer sur ses sportifs, et au fan de sponsoriser ses athlètes préférés en achetant des goodies numériques (tels que des cartes Panini) qui lui donneront accès à des avantages physiques (places gratuites, consommations...).

Les travaux doivent démarrer en 2023. VOGO, déjà présent sur le « living lab » que représente le site d'entraînement du FCG (Football club de Grenoble rugby), a équipé les lieux de caméras et procède à des phases de qualification.

Développement commercial

Sur l'exercice 2022, le chiffre d'affaires atteint 12 M€, en hausse de 41% par rapport à l'exercice précédent (+ 37% à périmètre constant hors Crescent Comms acquis en septembre 2021). La part export croît fortement et s'élève en 2022 à 8,9 M€ (74% du chiffre d'affaires) contre 5,8 M€ en 2021 (68% du chiffre d'affaires).

Après un premier semestre déjà en hausse de 38%, la trajectoire de croissance s'est confirmée au second semestre avec un chiffre d'affaires en progression de 43%.

Sur l'année 2022, l'activité sport, qui concentre 80% de l'activité totale, affiche une hausse de 49% avec un chiffre d'affaires de 9,6M€. 2022 aura permis de confirmer l'accélération des prises de commandes tant sur les gammes professionnelles audio et vidéo (au travers des marques VOKKERO et VOGOSPORT), que sur les solutions dédiées aux « Fans ». Sur cette activité, l'année aura été marquée par la signature et la réalisation de plusieurs contrats significatifs tels que la Coupe de Monde FIFA 2022TM ou la Rugby League World Cup.

L'activité industrie a également progressé de 15% sur l'exercice pour s'établir à 2,4 M€. Après un premier semestre stable, la croissance s'est accélérée au second semestre avec une progression du chiffre d'affaires de 36%.

Toutes les zones géographiques ont profité de la dynamique commerciale du Groupe. La zone EMEA (dont France), qui concentre 80% de l'activité totale de l'exercice, a progressé de 36% à 9,6 M€ de chiffre d'affaires. La percée aux Etats-Unis s'est confirmée avec un chiffre d'affaires de 2 M€ en croissance de 64%.

La forte progression du chiffre d'affaires associée à la bonne maîtrise de la structure de charges se traduit par des résultats en nette amélioration.

Pour la première fois conformément à l'objectif fixé, l'EBITDA est positif à hauteur de 113 K€ (264 K€ sur le second semestre de l'exercice), à comparer à un EBITDA négatif de plus de 640 K€ en 2021.

Par ailleurs, sur l'ensemble de l'année et retraité de la filiale US en phase d'investissement commercial, l'EBITDA est positif à hauteur de 729 K€.

Les charges d'exploitation sont restées parfaitement maîtrisées avec des progressions nettement moins rapides que le chiffre d'affaires. Les charges externes ressortent ainsi à 32% du chiffre d'affaires contre 38% en 2021. Les charges de personnel représentent 46% du chiffre d'affaires contre 56% en 2021.

Le résultat d'exploitation affiche également une nette amélioration avec une perte ramenée à 1,3 M€ contre près de 1,8 M€ au titre de l'exercice 2021. Une bonne performance intégrant des efforts R&D toujours importants pour renforcer l'avance technologique du Groupe. Le résultat net est également en amélioration avec une perte réduite de 18% par rapport à 2021 à -1,2 M€.

A fin décembre 2022, les capitaux propres s'élevaient à près de 6,3 M€. VOGO a clôturé l'année avec une trésorerie disponible de 2,7 M€ contre 5,5 M€ en 2021. Cette évolution reflète en partie l'augmentation volontaire des stocks de composants opérée pour accompagner la croissance et sécuriser l'exécution des commandes dans un contexte qui reste inflationniste. Par ailleurs, il est à noter que la situation financière à fin décembre n'intègre pas le produit de l'augmentation de capital de 5 M€ réservée intégralement à ABEO annoncée en mars 2023. Pour rappel, la réalisation de cette opération a été approuvée lors de l'Assemblée Générale Mixte convoquée le 19 avril 2023.

Cette année encore, VOGO entend être au rendez-vous dans la dynamique internationale et l'amélioration de ses résultats.

Au regard de la qualité du carnet de commandes et des discussions en cours sur plusieurs projets en phase avancée, VOGO aborde déjà ce nouvel exercice avec une solide visibilité.

En 2023, l'extension du rayonnement international sera au cœur des priorités avec la volonté d'étendre la présence du Groupe sur de nouvelles zones géographiques. En Amérique, premier marché mondial du sport, la prise de parts de marché aujourd'hui pleinement engagée devrait se confirmer.

Après les réussites de 2022, VOGO entend également continuer à saisir les opportunités offertes par les grands événements sportifs à venir, notamment en France. Pour rappel, VOGO a annoncé en janvier la signature d'un contrat avec le Groupe Récréa portant sur la mise en place et l'exploitation des solutions VOGOSCOPE dans le Centre Aquatique (CAO) de Saint-Denis.

Cette année, l'alliance avec ABEO devrait également franchir une nouvelle étape avec l'ambition partagée des deux partenaires d'identifier et d'adresser ensemble de nouveaux marchés. Dans un contexte de forte digitalisation du sport, les expertises communes, alliant technologie et équipements sportifs ouvrent la voie à de nouvelles opportunités à l'échelle internationale.

Par ailleurs, VOGO poursuivra cette année ses efforts d'innovation afin de conserver son avance technologique. Ces efforts porteront notamment sur la poursuite des programmes de recherche du consortium pluridisciplinaire dédié à la commotion cérébrale dont VOGO est le chef de file.

Enfin, les thématiques environnementales, sociales et sociétales sont particulièrement importantes pour VOGO. En 2022, VOGO a établi un diagnostic RSE et est en train de finaliser sa feuille de route. VOGO communiquera dans les prochains mois sur sa stratégie RSE, persuadé également que la mise en place de pratiques responsables nous permettra de mieux anticiper les risques liés à nos activités.

Les comptes consolidés sont établis suivant les principes comptables généralement admis en France, conformément au Règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020, applicable depuis le 1er janvier 2021, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Indépendance des exercices.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Continuité d'exploitation.

Note 4. Principes et méthodes comptables

4.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe VOGO regroupent les comptes de la société VOGO et des filiales sur lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou conjoint. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le contrôle du Groupe est exclusif ou par la méthode de l'intégration proportionnelle en cas de contrôle conjoint et par la méthode de la mise en équivalence en cas d'influence notable.

Les filiales sont consolidées à compter du transfert effectif de contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession ou de liquidation.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 5.

Toutes les transactions, les actifs et passifs réciproques, et les résultats internes significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés.

4.2. Date d'arrêté des comptes

La date d'arrêté des comptes du Groupe est le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes semestriels sont établis au 30 juin de chaque année depuis le 30 juin 2020.

4.3. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est calculé, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, par différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale.

Conformément au Règlement ANC 2020-01 :

- l'évaluation à leur juste valeur de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) est réalisée dans un délai n'excédant pas un an par rapport à la date de clôture de l'exercice au cours duquel a eu lieu l'acquisition.

- les frais d'acquisition de filiales sont incorporés dans le coût d'acquisition des titres.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans la rubrique « Ecart d'acquisition » et sont soit amortis sur leur durée d'utilité qui est fonction de la nature de l'activité, soit non amortis et font l'objet d'un test de perte de valeur annuel lorsque leur durée d'utilité est illimitée.

Les écarts d'acquisition négatifs sont portés au passif parmi les provisions pour risques et charges. Ils sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue annuellement au 31 décembre pour tenir compte des évolutions et des événements ayant pu diminuer, de façon durable, la rentabilité et la valeur des actifs concernés.

Le Groupe mesure, le cas échéant, à chaque clôture, la dépréciation accélérée des survalueurs affectées à des actifs pour tenir compte d'événements ou circonstances significatifs dont l'impact réduirait la juste valeur des actifs correspondants en deçà de leur valeur nette comptable.

4.4. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors taxes composé du prix d'achat et frais accessoires et hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité de chaque catégorie d'immobilisation :

Brevets	:	3 à 5 ans
Logiciels	:	1 an

- Les coûts de développement activés sont liés à l'application VOGO SPORT et concernent essentiellement des dépenses de personnel et des frais liés à l'audit de la sécurité du développement, et sont amortis sur 3 ans.
- Les marques ne font pas l'objet d'un amortissement, leur durée d'utilité étant illimitée. Une dépréciation est constatée en cas de perte de valeur
- Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une dépréciation si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable nette. Au 31 décembre 2022, le fonds de commerce Vokkero a fait l'objet d'un test de dépréciation. A ce titre, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2022.
- Des tests de sensibilité ont également été réalisés, ils n'ont pas donné lieu à dépréciation

4.5. Immobilisations corporelles

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.
- Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité suivantes :

Installations agencements divers	:	7 à 10 ans
Matériel informatique	:	3 ans
Matériel de bureau	:	4 à 7 ans

4.6. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur prix de revient.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, lorsque la valeur réelle est inférieure à la valeur nette comptable.

4.7. Actions propres

La Société a conclu, le 24 décembre 2018, avec CM-CIC, un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 100 k€.

Deux versements complémentaires ont été effectués durant l'exercice 2019 pour un montant de total de 150K€ ce qui portait le montant de trésorerie affecté au contrat au 31/12/19 à 250K€.

Opérations de l'exercice

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice 2022, le solde du contrat de liquidité était de 28 035 actions au 31 décembre 2022. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 159 747,00 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre, soit 4.20 euros

Les actions détenues au travers du compte titres étaient présentées au bilan au débit des réserves consolidées ou en VMP pour la partie devant être utilisée pour des attributions d'actions gratuites aux salariés. La société ne détient plus aucun titre sur son compte titres au 31/12/2022.

4.8. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant si la valeur vénale est inférieure à la valeur nette comptable à la clôture.

4.9. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les éléments de l'actif circulant ont été dépréciés, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur dépréciation estimée.

4.10. Trésorerie

Les disponibilités correspondent aux liquidités.

Les découverts bancaires sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée sur la base de la valeur liquidative à la clôture de l'exercice. Les moins-values latentes font l'objet de dépréciations.

Les cessions sont valorisées selon la méthode "Premier entré – premier sorti" (FIFO).

4.11. Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques, des valeurs mobilières de placement sous déduction des découverts bancaires et outils de financement court terme.

4.12. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées dans les fonds propres des comptes consolidés du Groupe. Ces subventions sont comptabilisées au compte de résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont financées.

4.13. Provisions pour risques et charges

Conformément au Règlement CRC 2000-06, abrogé par l'ANC 2014-03, sur les passifs, les provisions comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent essentiellement des provisions pour litiges, des provisions pour garantie clients et d'autres provisions de toute nature, que le Groupe a estimée nécessaire de couvrir ainsi que la provision des engagements de retraite.

4.14. Engagement de retraite

Les salariés français du Groupe perçoivent, en application de la convention collective applicable, des indemnités de départ en retraite.

Sur la base d'une évaluation actuarielle, le montant de l'engagement s'élève à 261 K€ au 31 décembre 2022.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la « méthode des Unités de Crédit Projetées – Projected Unit Credit method ».

Afin de prendre en compte les effets de seuil liés à l'augmentation des droits par palier en fonction de l'ancienneté, il a été procédé à une affectation linéaire des droits sur la durée de vie active du salarié.

Hypothèses économiques

Taux d'actualisation (3.75%)

Taux de progression des salaires (2%)

Taux de charges sociales patronales (30% à 44%)

Hypothèses démographiques

Tables de mortalité (INSEE 2022)

Type de départ à la retraite (à l'initiative du salarié)

Age de départ en retraite (60 à 67 ans)

4.15. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus de la société résultent :

- a) - de prestations de services auprès de clients finaux (installation de la solution, support technique et maintenance, mise à disposition de l'application avec location de la Vogobox)
- b) - de la cession de licence de la solution VOGO SPORT auprès d'intégrateurs
- c) - de commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution
- d) - de vente de produits (tablettes, kits audio etc...)
- e) - de revenus connexes composés essentiellement de refacturations de matériel informatique (pièces détachées) nécessaires au déploiement des VOGOBOX dans le cadre de cession-bail comptabilisés en autres produits d'exploitation.

- 1) Les revenus des différentes prestations de service sont définis contractuellement ou déterminés en fonction des coûts de réalisation de chaque prestation lorsque le contrat ne définit qu'un prix global. Ainsi :

La part du revenu liée à l'installation de la solution VOGO SPORT est reconnue dès lors que l'application est opérationnelle chez le client.

La part du revenu liée au support technique et à la maintenance est reconnue en chiffre d'affaires en fonction des prestations assurées et dans le cas d'abonnements, les revenus sont étalés sur la durée du contrat.

La part du revenu liée à la mise à disposition de l'application VOGO SPORT avec location de la Vogobox est répartie sur la durée du contrat.

- 2) Les revenus provenant de la cession de droit d'utilisation de la solution Vogosport sont reconnus en chiffre d'affaires dès lors que la licence est cédée au client, ce qui est matérialisée par la remise au client de la clé d'activation de la solution Vogosport.
- 3) Les commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de la réalisation des prestations par le distributeur.
- 4) Les revenus provenant de la vente de produits sont enregistrés en chiffres d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur.
- 5) Les revenus connexes provenant de cession-bail de matériel informatique sont enregistrés en autres produits d'exploitation, dès lors que le matériel est cédé à l'organisme financier.

4.16. Eléments inhabituels des activités ordinaires

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et des éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

4.17. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre d'actions moyen en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte, le cas échéant, des options de souscription d'actions accordées et des obligations convertibles en actions.

4.18. Impôt sur les bénéfices et imposition différée

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice pour les différentes sociétés intégrées.

La charge d'impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays ou les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur de différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les déficits reportables cumulés au 31 décembre 2022 n'ont pas été activés dans la mesure où leur consommation future n'a pas été estimée probable à moyen terme. Les déficits cumulés au 31 décembre 2022 de VOGO France s'élèvent à 13.845 K€.

4.19. Distribution de dividendes

Le Groupe n'a pas distribué de dividendes sur l'exercice et sur les trois derniers exercices

4.20. Conversion des comptes des filiales en devises

A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales hors zone EURO sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture, et le compte de résultat est converti au taux moyen annuel.

Le chiffre d'affaires est converti au taux moyen mensuel.

Les éléments des capitaux propres sont convertis au taux historique.

Devise	Taux de clôture	Taux moyen N	Taux d'ouverture	Taux moyen N-1
Dollar US	0,9376	0,9496	0,8829	0,8455
Dollar Canadien	0,6926	0,7302	0,6948	0,6745
Livre Sterling	1,1275	1,1727	1,1901	1,1633

Note 5. Périmètre de consolidation

Le Groupe VOGO est composé des sociétés suivantes :

Société	Forme juridique	Siège social	% contrôle	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
VOGO	SA	895 rue de la vieille poste, bât. La Lona, 34000 MONTPELLIER			Société mère
9328-9601 QUEBEC INC	INC	630 boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, MONTREAL (Québec) H3B 1S6	100%	100%	Intégration globale
Adeunis NA, Inc.	INC	25 Main Street, 3rd Floor Tuckahoe, New York, USA 10707	100%	100%	Intégration globale
VOGO UK	LTD	30 gay Street - Bath - BA1 2PA - UK	100%	100%	Intégration globale
VOGOSCOPE	SAS	6 rue Benjamin Franklin BP10 70190 RIOZ	49%	49%	Mise en équivalence

Note 6. Immobilisations incorporelles

	Valeur brutes début d'exercice	Variation des cours de change	Acquisitions	Cessions / Virements	Valeurs Brutes 31/12/2022
Concessions, brevets & droits similaires	2 631 124	233	2 564	488 447	3 122 368
Ecart d'acquisition	1 892 638	-	34 274		1 858 364
Fonds commercial	3 642 705				3 642 705
Autres immobilisations incorporelles	-				-
Immobilisations incorporelles en cours	836 629	75	1 547 623	681 336	1 702 841
Total actif immobilisé	9 003 096	-	34 116	1 550 187	10 326 278
	Amortissements début exercice	Variation des cours de change	Dotations	Reprises	Amortissements fin exercice
Concessions, brevets & droits similaires	1 716 634		549 568		2 266 202
Autres immobilisations incorporelles	-				-
Total amt/dép. immobilisations incorporelles	1 716 634		549 568		2 266 202
Total actif circulant	7 286 462				8 060 076

Le fonds de commerce pour 3.642 K€ correspond à l'acquisition de Vokkero France en novembre 2019.

Le fonds de commerce n'est pas amorti.

Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :

	Date d'acquisition	Durée d'amortissement	Valeurs Brutes 31/12/2022	Amortissements cumulés 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2022
Adeunis NA, INC	01/11/2019	illimitée	1 241 000	-	1 241 000
VOGO UK	28/09/2021	illimitée	617 363	-	617 363
TO TAL ECARTS D'ACQUISITIONS POSITIFS			1 858 363	-	1 858 363
TO TAL ECARTS D'ACQUISITIONS NEGATIFS			-	-	-

Le fonds de commerce ainsi que les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation chaque année sur la base d'un business plan établi par le management. A ce titre, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2022.

L'écart d'acquisition consécutif au rachat de l'activité de Vokkero pour 1 241K€ a été rattaché au fonds de commerce. Les écarts d'acquisition liés à Adeunis NA et Vogo UK sont testés annuellement en utilisant la méthode des Discounted Cash-Flow (DCF).

Note 7. Immobilisations corporelles

	Valeurs Brutes début d'exercice	Acquisitions	Variations des cours de change	Reprises / Reclassement/ Sorties	Valeurs Brutes 31/12/2022
Terrains	-	-	-	-	-
Agencements sur terrains	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-
Installations tech, mat et outillages ind.	744 587	414 122	-	21 729	1 136 980
Matériel de bureau	461 668	54 432	-	5 309	477 356
Matériel de transport	255	1 705	-	-	1 960
Matériel informatique	139 060	-	-	4 985	134 075
Autres immobilisations corporelles	1 258 113	251 713	2 205	52 973	1 459 058
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Avances et acomptes s/ immo corp.	-	-	-	-	-
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	2 603 683	721 972	-	29 818	3 209 429

	Amortissements début exercice	Dotations	Variations des cours de change	Reprises / Reclassement/ Sorties	Amortissements fin exercice
Terrains	-	-	-	-	-
Agencements sur terrains	-	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-	-
Installations tech, mat et outillages ind.	318 314	171 728	-	12 537	475 503
Matériel de bureau	212 727	91 301	-	1 457	289 136
Matériel de transport	255	436	-	-	691
Matériel informatique	112 407	12 229	-	4 237	120 399
Autres immobilisations corporelles	1 014 499	138 934	179	52 480	1 101 132
TOTAL AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 656 202	414 626	-	18 052	1 966 861
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES VNC	947 481				1 242 568

Dont actifs financés par crédit-bail :

	Valeurs Brutes 31/12/2022	Amortissements cumulés 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2022
Terrains			-
Constructions			-
Installations tech, mat et outillages ind.			-
Autres immobilisations corporelles	1 031 278	-	1 028 018
Total immobilisations financées en crédit-bail	1 031 278	-	1 028 018

Note 8. Immobilisations financières

Total actif immobilisé	Valeurs brutes début d'exercice	Acquisitions	Cessions / Virements	Variation de s cours de change	Valeurs Brutes 31/12/2022
Prêts, Dépôts et cautionnements	108 106	36 261	-	18 889	83
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	108 106	36 261	-	18 889	83

	Provisions début exercice	Dotations	Reprises	Variation de s cours de change	Provisions fin exercice
Prêts, Dépôts et cautionnements - non courants					
Prêts, Dépôts et cautionnements - courants					
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES					

	Ouverture	Résultat	Distribution	Augmentation capital	Autres	Clôture
VOGOSCOPE	142 315	- 214 902			72 587	-
VOGO						-
TOTAL TITRES MIS EN EQUIVALENCE	142 315	- 214 902	-	-	72 587	-

Les titres mis en équivalence correspondent à la participation à hauteur de 49% dans la filiale Vogoscope.

Note 9. Stocks

	Valeurs Brutes 31/12/2022	Dépréciation 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2021
Matières premières	2 791 157		2 791 157	2 282 230
En cours biens				
Produits finis			-	623 454
Marchandises	829 993		829 993	-
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	3 621 150	-	3 621 150	2 905 684

Note 10. Clients, autres créances et comptes de régularisation

- Décomposition des créances

	Valeurs Brutes 31/12/2022	Dépréciation 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2022	Valeurs Nettes 31/12/2021
Avances et acomptes versés	55 290		55 290	53 203
Clients	2 085 276	23 832	2 061 444	2 089 363
Créances sociales	27 495		27 495	14 012
Créances fiscales	403 115		403 115	285 713
Créance d'impôt exigible	37 868		37 868	362 926
Fournisseurs AAR	297 965		297 965	96 220
Etat, impôt sur les bénéfices - créances - courant	243 327		243 327	
Comptes courants groupe actif - courant	200 046		200 046	
Autres créances	47 853		47 853	39 683
TOTAL CREANCES	3 398 235	23 832	3 374 403	2 941 120

	Dépréciation début exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Variations des cours de change	Dépréciation fin exercice
Avances et acomptes versés						-
Clients	18 745		23 832	18 745		23 832
Total actif circulant						-
Créances fiscales						-
Débiteurs divers						-
TOTAL CREANCES	18 745		23 832	18 745	-	23 832

- Echéancier des créances

Toutes les créances d'exploitations ont une échéance inférieure à un an.

Note 11. Provisions

	31/12/2022	31/12/2021
Prov. pour indemnités de fin de carrière	260 594	349 425
Prov. pour garanties	97 185	70 777
Prov. pour pertes de change	29 163	2 014
Autres provisions pour risques - non courant	72 587	
Total Prov. pour risques & charges	459 529	422 216

	Provision début exercice	Dotations	Reprises	Reclassement	Provision fin exercice
Prov. pour indemnités de fin de carrière	349 425		88 831		260 594
Prov. pour garanties	70 777	26 408			97 185
Prov. pour pertes de change	2 014	29 162	2 014		29 162
Autres provisions pour risques - non courant	-			72 587	72 587
Total Prov. pour risques & charges	422 216	55 570	90 845	72 587	459 528
Résultat d'exploitation		26 408	88 831		
Résultat financier		29 163	2 014		
Résultat exceptionnel					

Note 12. Dettes financières

- Décomposition des dettes financières

(en €)	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 110 883	7 369 791
I.C.N.E. sur emprunts	10 210	2 892
Comptes courants actionnaire	264	264
Dettes financières Crédit-bail	1 116	76 827
Concours bancaires courants	960 000	
I.C.N.E. sur trésorerie passive		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	7 082 473	7 449 774

- Echéancier des dettes financières

(en €)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 818 442	4 287 582	4 859
I.C.N.E. sur emprunts	10 210		
Comptes courants actionnaire	264		
Dettes financières Crédit-bail	1 116		
Concours bancaires courants			
I.C.N.E. sur trésorerie passive	960 000		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	2 790 032	4 287 582	4 859

Note 13. Dettes non financières

- Décomposition des dettes non financières

(en €)	31/12/2022	31/12/2021
Fournisseurs et comptes rattachés	2 978 830	1 518 070
Avances et acomptes reçus	231 671	353 334
Client AAE		
Dettes sociales	1 380 572	1 661 003
Dettes fiscales	255 761	216 221
Dettes d'IS exigible	52 650	30 288
Crédit vendeur	166 667	166 667
Dettes diverses	27 484	11 969
TOTAL AUTRES DETTES	5 093 635	3 957 552

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

Note 14. Information sectorielle

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

<i>Etat exprimé en euros</i>	2022			2021		
	Audio	Vidéo	Total	Audio	Vidéo	Total
Europe, Moyen Orient, Afrique	7 687 658	1 891 342	9 579 000	5 622 807	1 422 628	7 045 435
Amerique du Nord	1 855 656	110 788	1 966 444	1 200 007		1 200 007
Amerique du Sud	122 311		122 311	86 605		86 605
Asie Pacifique	335 044		335 044	168 302	39 239	207 541
Total Chiffre d'affaires	10 000 670	2 002 130	12 002 800	7 077 722	1 461 867	8 539 589

Note 15. Autres produits d'exploitation

Les autres produits se détaillent comme suit :

en €	31/12/2022	31/12/2021
Production immobilisée	1 663 525	1 007 942
Production stockée	206 539	71 176
Subventions d'exploitation	165 962	2 000
Autres produits	123 439	127 677
Total	2 159 465	1 208 795

Note 16. Personnel

- Effectif

	31/12/2022	31/12/2021
Effectif moyen employé	60	55
Cadres et professions supérieures	53	50
Techniciens et agents de maîtrise		
Employés / Ouvriers	7	5

- Charges de Personnel

	31/12/2022	31/12/2021
Rémunération du personnel	4 082 238	3 437 672
Charges sociales	1 422 807	1 335 732
Participation des salariés		
Total	5 505 045	4 773 404

Note 17. Résultat financier

	31/12/2022	31/12/2021
Gains de change		25 109
Autres produits	7 871	10 141
Reprises sur prov. et amort. financiers	2 014	179 867
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	9 885	215 117
Dotation aux prov. & amort. financiers	29 163	82 120
Intérêts et charges financières	104 878	101 989
Pertes de change	3 837	21 399
Autres charges		
TOTAL CHARGES FINANCIERES	137 878	205 508
RESULTAT FINANCIER	- 127 993	9 609

Note 18. Résultat exceptionnel

	31/12/2022	31/12/2021
Produits de cession d'éléments d'actifs	660	
Subventions virées au résultat	18 033	102
Reprises de provisions exceptionnelles		
Autres produits	155 891	
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	174 584	102
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	-	-
VNC des éléments d'actifs cédés	194 529	
Dotations de provisions exceptionnelles		
Autres charges	155 892	42
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	350 421	42
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 175 837	60

Note 19. Impôts sur le résultat/impôts différés

- Impôts différés

(en €)	31/12/2022	31/12/2021
ID s/ Elimination des marges internes	39 385	
DONT IMPOTS DIFFERES ACTIF	39 385	
DONT IMPOTS DIFFERES PASSIF	-	

- Créance d'impôt de l'exercice

(en €)	31/12/2022	31/12/2021
Impôts sur les bénéfices	316 225	312 588
Impôts différés	39 385	
Total (charge) ou produit d'impôt	355 610	312 588

- Rationalisation de l'impôt

(en €)	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé (avant amortissement des écarts d'acquisition et MEE)	- 1 203 680	-1 470 225
Impôt comptabilisé	316 225	312 588
Résultat consolidé avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	- 1 519 905	-1 782 813
Taux d'impôt	25,00%	26,50%
Produit (Charge) d'impôt théorique	379 976	472 445
Déficits reportables non activés	- 435 409	- 493 445
Consommation de déficits non activés		
Différences permanentes	27 109	21 000
CIR CII et CICE	344 549	312 588
Charge d'impôt réelle	316 225	312 588

Note 20. Informations relatives aux parties liées

Le montant des rémunérations brutes allouées aux membres des organes de direction au cours de l'exercice s'élève à 727 K€.

Note 21. Autres informations

a) Engagements hors bilan

VOGO a octroyé au CIC un nantissement de son fonds de commerce pour un montant total de 1,330 M€.

b) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de la situation clôturée au 31 Décembre 2022 pour l'ensemble des sociétés du Groupe est de 53 552 euros et se ventile comme suit :

Honoraires CAC - Exercice 2022

	Mission légale	Autres missions dont SACC
EY	43 100	10 452
TOTAL	43 100	10 452

Note 22. Événements postérieurs à la clôture

Début 2023, VOGO a été choisi pour déployer ses solutions VOGOSCOPE dans toutes les zones du futur Centre Aquatique de Saint-Denis en région parisienne. L'objectif est de fournir un système de vidéo Live & Replay dans le but d'améliorer la performance des nageurs grâce à un retour vidéo live accessible via tablettes, écrans tactiles et Cloud dédié. Le contrat porte sur l'installation des équipements et les prestations de maintenance associées.,

En cours de construction face au Stade de France à Saint-Denis, le Centre Aquatique sera livré à Paris 2024 au mois d'avril 2024. Il accueillera les épreuves de plongeon, de water-polo et de natation artistique pendant l'évènement. Il constitue le seul ouvrage construit de manière pérenne spécifiquement pour 2024.

Le 8 mars 2023, ABEO et VOGO ont annoncé leur volonté de renforcer leur partenariat commercial et technologique en vue de développer des offres commerciales communes à destination de plusieurs marchés du sport. C'est dans ce cadre que s'est déroulée une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée intégralement à ABEO.

La réalisation de cette opération d'un montant brut de 5 M€ a été soumise à l'approbation des actionnaires de VOGO lors d'une Assemblée Générale Mixte qui a été convoquée le 19 avril 2023.

Le produit de la levée de fonds viendra renforcer les moyens de VOGO alloués au développement international, notamment sur le territoire nord-américain et contribuera à la poursuite de la stratégie d'innovation de VOGO, notamment dans le domaine de la détection des commotions cérébrales dans le sport.

Ce projet d'opération matérialise la volonté partagée des deux entreprises de renforcer leur partenariat technologique et commercial. Cette alliance avait été initiée dès 2019 et avait donné lieu en 2020 à la création d'une joint-venture, VOGOSCOPE, pour déployer à l'échelle mondiale une solution clé-en-main de captation multi-caméras et de diffusion vidéo Live & Replay à destination de certaines disciplines sportives, des centres d'entraînement et des collectivités.

Cette opération s'inscrit dans l'ambition partagée des deux partenaires d'identifier et d'adresser ensemble de nouveaux marchés. Dans un contexte de forte digitalisation du sport, les expertises communes, alliant technologie et équipements sportifs, devraient permettre de développer de nouvelles parts de marché et d'accroître le rayonnement international des deux groupes.

En date du 10 décembre 2022, la période d'acquisition applicable au plan d'attribution gratuite d'actions 2021-4 mis en place par le Conseil d'administration le 10 décembre 2021, sur délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 juin 2021, aux termes de sa 21^{ème} Résolution, est arrivé à échéance et 2.800 actions attribuées gratuitement dans le cadre de ce plan ont été acquises définitivement par les bénéficiaires remplissant la condition de présence.

Ces 2.800 actions ont été livrées sur décision du Conseil d'administration du 6 février 2023, par émission d'autant d'actions nouvelles de 0,125 euro chacune au travers d'une augmentation de capital d'un montant de 350 euros.

Enfin, en date du 31 décembre 2022, la période d'acquisition applicable au plan d'attribution gratuite d'actions 2021-3 mis en place par le Conseil d'administration le 27 septembre 2021, sur délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 4 juin 2021, aux termes de sa 21^{ème} Résolution, est arrivé à échéance et 6.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre de ce plan ont été acquises définitivement par les bénéficiaires remplissant la condition de présence.

Ces 6.000 actions ont été livrées sur décision du Conseil d'administration du 6 février 2023, par émission d'autant d'actions nouvelles de 0,125 euro chacune au travers d'une augmentation de capital d'un montant de 750 euros.